

APRÈS LE CONSEIL DES MINISTRES DU 22 AOÛT, UNE PROPOSITION

Le Conseil des ministres du 22 août a adopté son « *programme de travail du gouvernement* ». On y lit que le **19 septembre, le projet de loi portant ratification du TSCG (pacte budgétaire) sera adopté au Conseil des ministres, pour être soumis, le 1^{er} ou 8 octobre, pour ratification au Parlement.** Ce « *programme de travail* » comprend également de nombreux projets de lois et de contre-réformes qui, dans tous les domaines (Sécurité sociale, droit du travail, école, flexibilité de l'emploi, etc.) visent à traduire en mesures d'austérité le contenu du TSCG.

Depuis plus de six mois, le POI mène campagne contre cette ratification. Six mois durant lesquels nous n'avons eu de cesse d'expliquer les raisons pour lesquelles ce traité devait être rejeté : parce qu'il inscrit l'austérité comme une contrainte incontournable (la « règle d'or ») ; parce qu'il subordonne toutes les décisions politiques prises en France à l'approbation et au contrôle des institutions supranationales de la troïka (Union européenne-Banque centrale européenne-FMI) ; parce que, de ce fait, il menace de faire disparaître ce qui reste de démocratie et de souveraineté du peuple ; parce qu'il entraîne notre pays sur la voie de la situation qui est celle aujourd'hui de la Grèce et de l'Espagne ; parce qu'il prétend subordonner les organisations ouvrières et en faire de simples rouages de l'Union européenne.

Plus de 60 000 signatures ont été recueillies contre la ratification. Dans tout le pays, des initiatives ont été prises pour forger l'unité contre la ratification, des appels ont été lancés, des comités se sont constitués, rassemblant très largement militants du POI et militants (et responsables à différents niveaux) — du PCF, du PG, du PS, etc. —, des militants associatifs, de très nombreux militants syndicalistes, des élus, tous désireux, par-delà les différences légitimes, de rassembler la force la plus large qui mettrait en échec le TSCG.

Tout au long de cette campagne, nous n'avons cessé de mettre l'accent sur la nécessité d'unir les efforts de tous ceux qui se sont prononcés, sous une forme ou sous une autre, contre la ratification du TSCG. A quatre reprises, nous avons écrit aux partis et organisations qui avaient pris position en ce sens pour leur proposer de nous rencontrer afin de prendre les dispositions de mobilisation qui s'imposent. Force est de constater que si les représentants d'organisations présentes à la réunion convoquée le 21 août se sont prononcés, avec le POI, pour l'unité contre la ratification et pour la tenue d'une manifestation nationale, il reste que les principales organisations invitées étaient absentes (1).

(1) Lire le communiqué commun adopté à l'issue de la réunion du 21 août.

Comment interpréter ce refus de répondre à la proposition de mobilisation dans l'unité ? S'agirait-il, au-delà des déclarations verbales, de laisser passer le traité, et, à la suite, les contre-réformes que le gouvernement voudrait imposer en application du TSCG ?

A quelques semaines de la ratification, que signifierait ne pas répondre à la proposition de mobilisation dans l'unité, sinon, de fait, renoncer à mettre en échec le traité, se disposer, au-delà des déclarations verbales, à laisser passer cette attaque sans précédent contre la démocratie et la souveraineté ?

Pour notre part, nous avons depuis des mois formulé la proposition d'une manifestation nationale à Paris, qui rassemble tous ceux qui s'opposent à cette ratification.

A quelques semaines de la ratification, nous déclarons notre refus de laisser faire et notre volonté que cela soit dit ! Nous nous adressons aujourd'hui aux plus de 80 comités pour l'unité recensés dans tout le pays, à tous les militants et responsables de toutes tendances qui sont engagés dans le combat contre la ratification, à tous les partis, groupes et associations au plan national ou local. **A tous, nous soumettons la proposition de manifester à Paris, le 29 septembre, dans l'unité, pour dire : non à la ratification du TSCG.** Cette proposition ne s'oppose à aucune autre.

Une telle manifestation signifiera qu'une force se regroupe pour aider au combat contre l'austérité que la troïka veut imposer, et cela sous toutes les formes : le TSCG lui-même, et chacune des mesures antisociales que le gouvernement voudrait imposer en son nom.

Nous proposons que partout les adhérents et comités du POI, sous les formes qu'ils jugeront appropriées, se réunissent avec les travailleurs et militants de toutes tendances avec qui ils ont constitué des comités pour l'unité contre la ratification, que la discussion se mène librement et à égalité, personne ne cherchant à imposer son point de vue. **Cela, dans l'objectif que, de ce débat, se dégagent les décisions permettant d'assurer le succès le plus large d'une manifestation nationale à Paris le 29 septembre qui dira clairement, publiquement, l'exigence qui est celle de millions de travailleurs : non à la ratification du TSCG !**

Paris, le 23 août 2012,

**Les secrétaires nationaux du Parti ouvrier indépendant
Claude Jenet, Daniel Gluckstein,
Gérard Schivardi, Jean Markun**